

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Juin 2026

Faits saillants :

- **Pologne** : Implantation d'un nouveau centre de l'ESA à Varsovie ;
- **Hongrie** : Forte demande des investisseurs pour la dette souveraine ;
- **Tchéquie** : Adoption d'un nouveau Plan structurel et budgétaire à moyen terme ;
- **Slovaquie** : Ralentissement de la croissance en 2026 sur fond d'incertitudes ;
- **Estonie** : Reprise économique et confirmation des notations souveraines ;
- **Lettonie** : Persistance d'un niveau élevé d'économie souterraine ;
- **Lituanie** : Premier versement au titre du programme européen SAFE.

LE CHIFFRE A RETENIR

x 2

du patrimoine net des
ménages estoniens en 10 ans

Dossier du mois :

L'Europe centrale et balte et le budget de l'Union européenne

Dans le cadre de la préparation du cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, les pays d'Europe centrale et balte font partie de l'alliance informelle des « Amis de la Cohésion » afin de défendre le maintien d'une politique européenne de cohésion soutenant la convergence économique et territoriale.

Depuis leur adhésion à l'UE, les États de la région sont des bénéficiaires nets du budget européen, principalement grâce aux fonds de cohésion. Ces financements occupent une place centrale dans leurs retours budgétaires, en raison notamment du poids des régions dont le PIB par habitant demeure inférieur à 75 % de la moyenne européenne.

Pologne

Implantation d'un nouveau centre de l'ESA à Varsovie

L'Agence spatiale européenne (ESA) va ouvrir à Varsovie un nouveau centre dédié à la sécurité civile et à la résilience. Ce centre fonctionnera en complémentarité avec les autres établissements de l'ESA afin de renforcer une approche coordonnée face aux nouveaux défis en matière de sécurité. Il s'agira du premier centre de l'ESA implanté hors des États signataires de la convention de 1975. Le ministère polonais des Finances rappelle que la Pologne est membre de l'ESA depuis 2012 et accroît régulièrement sa participation aux activités de l'organisation, avec une contribution de 731 M EUR pour la période 2026-2028. Un fonds de 120 M EUR destiné au financement d'entreprises du secteur spatial sera également créé sous l'égide du Fonds polonais du développement (PFR).

Décélération de l'inflation et perspective d'un assouplissement monétaire

Lors de sa session de début juillet, le Conseil de la politique monétaire de la Banque centrale de Pologne (NBP) a maintenu ses taux directeurs inchangés, le taux de référence restant fixé à 3,75 % depuis le 5 mars dernier. Cette décision intervient alors que l'inflation est revenue à 2,5 % en glissement annuel (g.a) en juin, soit le point médian de la cible de la NBP (2,5 % $\pm$ 1 pp), après 3,1 % en mai. Cette décélération de l'inflation s'explique par le repli mensuel des prix des carburants et des produits alimentaires ainsi que par une légère modération de l'inflation sous-jacente. En g.a, les prix de l'énergie et des carburants demeurent toutefois supérieurs à leur niveau de juin 2025, en hausse respectivement de 4,8 % et 5,3 %.

Les économistes anticipent toutefois un regain des pressions inflationnistes dans les prochains mois, à la suite de la suppression des mesures de réduction des droits d'accise et de la TVA sur les carburants. Selon le ministère des Finances, ce dispositif a représenté un coût total de 4,7 Md PLN (environ 820 M EUR) pour le budget de l'État. Toutefois, le gouverneur de la NBP, A. Glapiński, a évoqué la possibilité d'une baisse des taux dès septembre, ce qui a suscité une légère dépréciation du zloty (-1 % entre le 6 et le 9 juillet).

Rebond des immatriculations de véhicules neufs

D'après l'institut Samar, les immatriculations de voitures particulières et de véhicules utilitaires neufs ont atteint 66 450 unités en juin 2026, en hausse de 19,6 % en g.a. Sur l'ensemble du 1^{er} semestre, près de 350 000 véhicules ont été immatriculés, soit une progression de 9,9 % en g.a. Toyota demeure la 1^{ère} marque sur le marché polonais avec près de 44 000 véhicules vendus, devant Skoda (près de 33 000) et Volkswagen (22 700). Les marques chinoises ont représenté 14,9 % des immatriculations en juin et les véhicules électriques ont atteint une part de 5,1 %.

Hongrie

Excédent budgétaire en mai malgré un déficit cumulé élevé

Le nouveau ministère des Finances a publié un 1^{er} rapport budgétaire détaillé afin d'améliorer la transparence des finances publiques, sans toutefois communiquer de prévision officielle de déficit pour 2026. Des responsables du parti Tisza ont néanmoins évoqué un déficit pouvant atteindre 7 % du PIB.

Le budget hongrois a enregistré un excédent de 2,85 M EUR en mai (43,5 Mds HUF), mais le déficit cumulé sur les cinq premiers mois de 2026 reste élevé, à 10,87 Mds EUR (3 806 Mds HUF). Les dépenses de l'État ont progressé de 11,4 %, soutenues notamment par la hausse des pensions, des dépenses de santé, des investissements publics, des aides au logement et du soutien aux transports publics. Les recettes ont augmenté de 7,1 %, portées par la progression des recettes fiscales et des cotisations sociales, malgré des effets temporaires réduisant les recettes issues de l'impôt sur les sociétés et de la TVA.

Forte demande pour les obligations souveraines à dix ans

L'Agence hongroise de gestion de la dette publique (ÁKK) a enregistré une demande exceptionnellement élevée lors de sa dernière adjudication obligataire. Les obligations à 10 ans ont suscité un intérêt particulièrement marqué, avec une demande supérieure de plus de 13 fois au montant initialement proposé. Les titres à 3 et 5 ans ont également rencontré un vif succès, permettant à l'ÁKK d'émettre davantage que prévu. Les rendements ont légèrement diminué par rapport aux adjudications précédentes, se stabilisant autour de 5,3 % à 5,5 %, et restant inférieurs aux niveaux observés avant les élections. Les investisseurs étrangers continuent par ailleurs de renforcer leur exposition à la dette publique hongroise, leurs avoirs en obligations d'État libellées en forints ayant atteint un niveau record proche de 28,6 Mds EUR (10 000 Mds HUF).

Baisse du taux directeur et poursuite attendue de l'assouplissement monétaire

Le Conseil monétaire de la Banque nationale de Hongrie (MNB) a abaissé son taux directeur de 25 points de base (pb) à 6 % lors de sa réunion de juin, poursuivant le cycle d'assouplissement engagé depuis février. Cette décision intervient dans un contexte de recul marqué de l'inflation, tombée à 1,8 % en mai, et de renforcement du forint. La MNB a ainsi révisé à la baisse sa prévision d'inflation moyenne pour 2026, de 3,8 % à 1,8 %.

La banque centrale estime que les perspectives inflationnistes permettent une poursuite de l'assouplissement monétaire. Dans ce contexte, le Parlement a mis fin au système de prix administrés des carburants, introduit le 11 mars par le précédent gouvernement, en raison de l'amélioration des conditions sur les marchés énergétiques internationaux. La MNB a également annoncé la fin de ses opérations de couverture des besoins en devises liés aux importations énergétiques. Son scénario central prévoit deux nouvelles baisses de 25 pb en juillet et en août.

Légère progression de la production industrielle en avril

Selon les données corrigées des effets saisonniers et calendaires, la production industrielle a progressé de 0,9 % en avril 2026 en g.a, mais reculé de 1,1 % par rapport à mars. La hausse annuelle masque des évolutions contrastées selon les secteurs : l'industrie manufacturière, qui représente l'essentiel de la production industrielle, a augmenté de 0,9 %, soutenue notamment par les secteurs des machines, de l'électronique et de l'automobile. À l'inverse, plusieurs branches manufacturières restent en recul. Les exportations industrielles ont progressé de 3,2 %, tandis que la demande intérieure s'est contractée. Sur les quatre premiers mois de 2026, la production industrielle totale affiche une hausse de 1,0 % en g.a, avec des performances divergentes entre les secteurs exportateurs et certaines industries lourdes.

Tchéquie

Hausse du taux directeur dans un contexte de ralentissement de l'inflation

La Banque nationale tchèque (CNB) a relevé son taux directeur de 25 pb à 3,75 % lors de sa réunion du 18 juin, après l'avoir maintenu à 3,5 % pendant 13 mois. La CNB justifie cette décision par la persistance de pressions inflationnistes internes, liées à la progression soutenue des salaires, au faible taux de chômage, à la hausse des prix des services, à une inflation sous-jacente proche de 3 % ainsi qu'à l'accélération des crédits hypothécaires et des loyers.

Cette décision intervient alors que l'inflation a ralenti à 1,5 % en g.a en juin, après 2,1 % en mai et 2,5 % en avril. Cette décélération reflète principalement la baisse des prix de l'électricité (-11,5 %) et du gaz (-5,2 %), ainsi que le recul des prix alimentaires (-3,4 %) et des biens (-0,4 %). À l'inverse, les prix des carburants (+14,9 %), des loyers (+5,9 %) et des services (+4,5 %) continuent de soutenir l'inflation.

Dans ce contexte, le gouvernement a prolongé jusqu'au 19 juillet les mesures de soutien sur les carburants introduites le 2 avril, comprenant le plafonnement à 3 CZK/litre de la marge des stations-service sur les carburants non premium, la réduction de la taxe d'accise sur le diesel et la publication quotidienne de prix maximaux de vente par le ministère des Finances.

Adoption d'un nouveau Plan structurel et budgétaire à moyen terme (PSMT)

Le ministère tchèque des Finances a présenté le 8 juin 2026 le nouveau PSMT pour la période 2027-2030. Celui-ci prévoit une réduction progressive du déficit public, de 2,8 % du PIB en 2027 à 1,2 % en 2030 (2,0 % en 2028 et 1,6 % en 2029). La dette publique devrait légèrement reculer à 46,6 % du PIB en 2030, après un pic attendu à 46,9 % fin 2027.

Perspective d'adoption de l'euro dans la seconde moitié des années 2030

Dans le cadre de son enquête annuelle sur l'adoption de l'euro, la CNB a interrogé des économistes sur les conditions, avantages et obstacles liés à l'adoption de la monnaie unique. Les répondants ont notamment souligné les enjeux de convergence économique, le fonctionnement de la zone euro, les freins au marché unique ainsi que les questions liées à la compétitivité et à la surtransposition des normes européennes. Selon eux, la Tchéquie pourrait adopter l'euro dans la seconde moitié des années 2030, après une période d'environ trois ans au sein du mécanisme de change européen (MCE II).

Succès de la campagne d'émission d'obligations d'État pour les particuliers

La campagne d'émission d'obligations d'État destinée aux particuliers, lancée par le ministère des Finances du 14 mai au 28 juin 2026, a permis de lever environ 3,3 Mds EUR (80 Mds CZK). Les particuliers pouvaient investir entre 40 EUR (1 000 CZK) et 120 000 EUR (3 M CZK) dans 3 types de titres : une obligation à taux fixe à 5 ans offrant un rendement annuel de 4,544 % ; une obligation indexée sur l'inflation à échéance de 5 ans avec un rendement ajusté annuellement selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation ; et une obligation flexible à court terme (« Flexi Bond »), remboursable après 3 mois avec un taux fixe de 3,5 % au moment de la souscription.

Slovaquie

Ralentissement de la croissance slovaque en 2026 sur fond d'incertitudes

Selon les prévisions d'été de la Banque nationale de Slovaquie (NBS), l'économie slovaque devrait connaître une croissance limitée de 0,5 % en 2026, après 0,8 % en 2025, avant une reprise attendue en 2027 (+1,9 %) et 2028 (+2,6 %). Cette prévision est cohérente avec la faible dynamique observée au 1^{er} trimestre 2026, marqué par une croissance de seulement 0,9 % en g.a, confirmant le ralentissement amorcé en 2025.

L'activité reste pénalisée par les incertitudes économiques, les tensions commerciales et le choc énergétique lié notamment à l'arrêt de l'oléoduc de Drujba et aux tensions au Moyen-Orient. La NBS a fortement révisé à la baisse ses prévisions d'investissement, avec une contraction attendue de 4,8 % en 2026, qui se prolongerait en 2027 (-2 %), les entreprises reportant leurs projets malgré la bonne utilisation des fonds européens. La consommation des ménages resterait atone (+0,1 %), tandis que les exportations progresseraient de 1,1 %.

Sur le marché du travail, l'emploi devrait reculer de 0,2 % en 2026 et le chômage atteindre 6 %. Au 1^{er} trimestre, il s'établissait déjà à 5,9 %, en hausse de 0,6 point en g.a. Les salaires nominaux continuent toutefois de progresser : le salaire moyen a atteint 1 611 EUR au T1 2026, en hausse de 6,1 % sur un an, mais la hausse des prix limite les gains de pouvoir d'achat, avec une progression des salaires réels de seulement 2,3 %. L'inflation devrait rester élevée à 4 % en 2026 avant de ralentir à 2,9 % en 2027.

Confirmation de la notation souveraine A3 par Moody's

En juin, l'agence Moody's a confirmé la notation souveraine de la Slovaquie à A3, assortie de perspectives stables, maintenant ainsi une position inchangée depuis la dégradation d'un cran intervenue fin 2024. L'agence estime que la situation macroéconomique et budgétaire en 2025 est conforme à ses anticipations, tout en soulignant les risques liés aux tensions au Proche et Moyen-Orient. En raison de son degré d'ouverture économique, la Slovaquie reste exposée aux

évolutions de la conjoncture de ses principaux partenaires commerciaux. À titre de comparaison, Standard & Poor's a abaissé en avril sa notation de A+ à A (perspectives stables), tandis que Fitch a confirmé en mai sa notation à A- (perspectives stables).

Viellissement de la main d'œuvre

Selon les données du ministère slovaque des Finances, la part des travailleurs âgés de 60 ans et plus a fortement progressé au cours des dernières années, passant de 4 % de l'emploi total à environ 8 % en 2025, soit près de 250 000 personnes. Cette proportion reste toutefois inférieure à la moyenne de l'UE (12 %), notamment en raison d'une durée d'activité plus longue des seniors et d'une plus grande flexibilité du marché du travail dans l'UE, favorisant notamment les emplois à temps partiel.

Les secteurs les plus concernés par le vieillissement de la main-d'œuvre sont l'immobilier, l'administration publique et la santé, où les travailleurs de 60 ans et plus représentent près d'un salarié sur six. À l'inverse, leur part est plus faible dans l'hébergement et la restauration (4,5 %).

Estonie

Reprise économique et confirmation des notations souveraines

La Banque d'Estonie prévoit une croissance économique de 2,4 % en 2026, soutenue par la progression du pouvoir d'achat des ménages et des dépenses publiques. La reprise reste toutefois exposée aux incertitudes géopolitiques, notamment aux conséquences du conflit au Moyen-Orient sur les chaînes d'approvisionnement, les prix de l'énergie et les taux d'intérêt. La banque centrale alerte sur la progression rapide de la dette publique, passée de 2,5 Mds EUR en 2019 à près de 10 Mds EUR en 2025 (24 % du PIB), et susceptible de dépasser 20 Mds EUR en 2030. Elle recommande un accord politique visant à encadrer l'endettement public.

Les agences de notation Fitch Ratings et Morningstar DBRS ont confirmé les notes souveraines de l'Estonie à A+ et AA- respectivement, avec des perspectives stables, tout en soulignant les risques liés à la détérioration attendue des finances publiques, notamment en raison de la hausse des dépenses de défense (5,4 % du PIB en 2026 et plus de 5 % jusqu'en 2030). L'inflation devrait atteindre 3,4 % en 2026 avant de se stabiliser autour de 2,5 % en 2027-2028.

Adoption d'un budget rectificatif 2026 réduisant les recettes publiques

Le Parlement estonien a adopté le 17 juin le budget rectificatif 2026, qui prévoit une baisse des recettes de 24 M EUR et une hausse des dépenses de 4,4 M EUR. Les investissements publics sont réduits de 1,5 M EUR, tandis que 38 M EUR supplémentaires sont alloués aux opérations de financement.

Parmi les principales mesures figurent 11 M EUR pour le programme Eesti.ai consacré au développement de l'intelligence artificielle et 17 M EUR pour le renforcement de la frontière orientale avec la Russie. La baisse des recettes résulte principalement de l'annulation de la hausse prévue de la taxe d'accise sur les carburants (36 M EUR) afin de limiter l'impact économique des tensions internationales. Le déficit public reste estimé à 4,3 % du PIB en 2026.

Doublement du patrimoine net des ménages en dix ans

Selon une étude conjointe de la Banque d'Estonie et de Statistics Estonia, le patrimoine net médian des ménages estoniens a plus que doublé entre 2013 et 2024, passant de 43 300 EUR à 103 300 EUR. Les inégalités patrimoniales restent globalement stables, avec un coefficient de Gini de 0,66 proche de la moyenne de la zone euro, même si les 5 % de ménages les plus riches détiennent près de 40 % des actifs.

L'endettement des ménages demeure modéré, les remboursements de crédits représentant 9,5 % du revenu brut. Toutefois, l'épargne de précaution reste limitée, les liquidités du ménage médian couvrant environ 2 mois de revenus, contre 3 mois en moyenne dans la zone euro.

Lettonie

Ralentissement de la croissance et inflation encore élevée en 2026

La Banque de Lettonie prévoit une croissance du PIB de 2,0 % en 2026, en net ralentissement par rapport à sa précédente prévision de 2,8 % fin 2025. La croissance devrait ensuite accélérer à 2,4 % en 2027 et 3,0 % en 2028. Selon les données du Bureau central des statistiques, l'économie lettone a progressé de 2,5 % au 1^{er} trimestre 2026 en g.a, portée notamment par la hausse de la valeur ajoutée dans le secteur énergétique (+41,6 %).

L'inflation devrait rester élevée en 2026, autour de 3,6 %, après une accélération à 3,5 % en mai contre 2,9 % en avril. Cette hausse reflète principalement la progression des prix des services, de l'électricité et de certains biens non alimentaires. La Banque de Lettonie souligne également la dégradation attendue des finances publiques, avec un déficit estimé à 3,3 % du PIB en 2026 et une dette publique susceptible de dépasser 51 % du PIB en 2027.

Persistance d'un niveau élevé d'économie souterraine en 2025

Selon le Centre for Sustainable Business de la Riga School of Economics, l'économie souterraine a représenté 21,8 % du PIB letton en 2025, en hausse de 0,4 point par rapport à 2024, après plusieurs années de recul. La masse salariale non déclarée constitue la principale composante de l'économie informelle (47,1 % du total), devant les revenus non déclarés (25,5 %) et les emplois non déclarés (27,4 %).

Le secteur de la construction reste le plus exposé, avec une économie souterraine représentant 29,5 % de son activité, malgré une baisse de 4,3 points sur un an. En comparaison, l'économie souterraine représentait 19,5 % du PIB en Estonie en 2024 et 20,8 % en Lituanie en 2025.

Versement de 371,2 M EUR au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience

La Lettonie a reçu un 4^{ème} versement de 371,2 M EUR dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience de l'UE, après validation par la Commission européenne de 41 objectifs de réformes et d'investissements. Les fonds déjà versés atteignent désormais près de 1,5 Md EUR, soit environ 75 % de l'enveloppe totale de 1,97 Md EUR.

Les financements soutiennent notamment la rénovation des infrastructures, le logement abordable, la modernisation du système de santé, la transition énergétique et la transformation numérique. Les autorités lettones doivent toutefois accélérer la mise en œuvre des projets restants afin de mobiliser les 503,7 M EUR encore disponibles avant la clôture du programme à l'été 2026.

Introduction en bourse de la société publique LAU Infra Grupa

La société publique d'infrastructures routières LAU Infra Grupa deviendra la 1^{ère} entreprise détenue par l'État cotée sur le marché Nasdaq Riga. L'introduction en bourse prévoit une ouverture du capital pouvant atteindre 24,99 %, l'État conservant une participation majoritaire de 75,01 %. L'opération vise à financer le développement de l'entreprise et à générer des recettes pour le budget public. En 2025, LAU Infra Grupa a réalisé un chiffre d'affaires de 97,1 M EUR et un bénéfice de 7,4 M EUR.

Lituanie

Ralentissement attendu de la croissance sur fond d'inflation élevée

La Banque de Lituanie a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2026, de 3,1 % à 2,7 %, en raison notamment d'un ralentissement de la demande extérieure. La progression des exportations est désormais attendue à 0,4 %, contre 2 % dans les précédentes prévisions.

Dans le même temps, l'inflation a atteint 5,5 % en mai en g.a (après 5,3 % en avril), 3^{ème} valeur la plus haute de l'UE. Cette hausse reflète celle des prix des transports (+16,2 %), des services liés au logement, à l'eau et à l'énergie (+8,3 %) ainsi que de l'alcool et du tabac (+7,7 %), sous l'effet de la hausse des droits d'accise début 2026. Les prix alimentaires sont restés stables.

Revalorisation du salaire minimum à 1 235,9 EUR en 2027

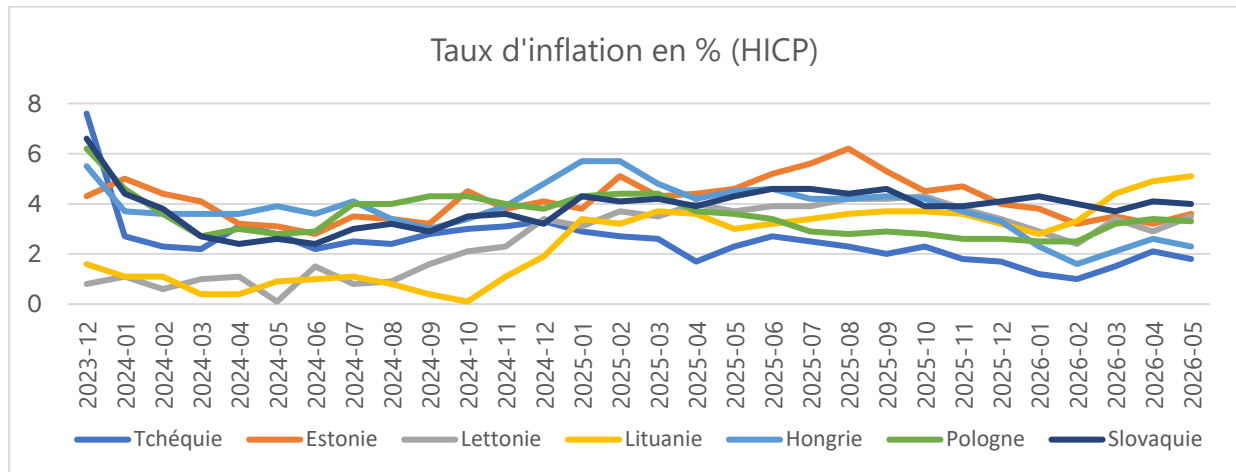
Les syndicats et les représentants des employeurs réunis au sein du Conseil social tripartite ont recommandé une hausse de 7,19 % du salaire mensuel minimum brut en 2027, qui atteindrait 1 235,9 EUR. Cette proposition est inférieure à celle du gouvernement sortant, qui envisageait une augmentation de 8 %. La décision finale reviendra au gouvernement, en tenant compte de la recommandation du Conseil social tripartite.

Premier versement au titre du programme SAFE

La Lituanie a reçu une 1^{ère} tranche de financement de près de 1 Md EUR au titre du programme européen SAFE destiné au renforcement des capacités de défense. Ce préfinancement représente 15 % de l'enveloppe totale accordée au pays, d'un montant de 6,375 Mds EUR.

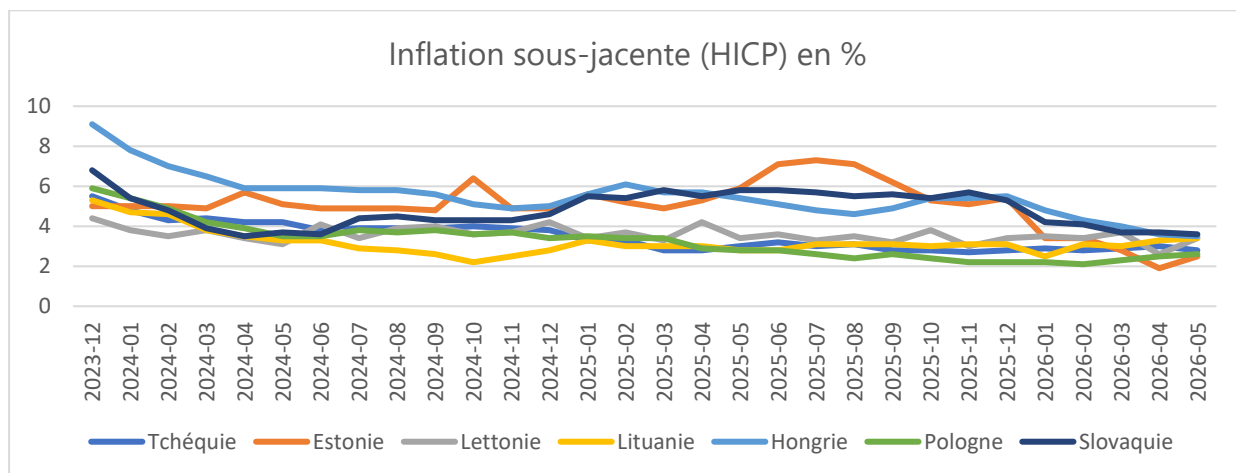
Selon le ministère des Finances, ce financement permettra de couvrir environ la moitié des besoins liés au développement de la division mécanisée lituanienne d'ici 2030. Le prêt est accordé sur une durée de 45 ans, avec une période de grâce de 10 ans pour le remboursement du principal.

Indicateurs macroéconomiques



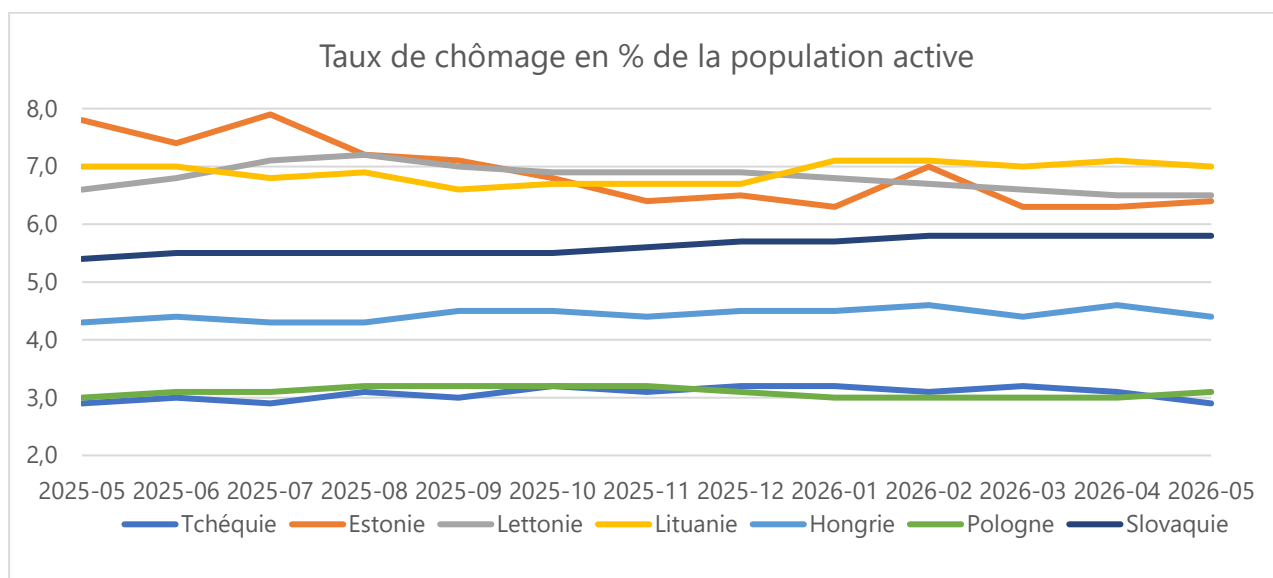
	2025-11	2025-12	2026-01	2026-02	2026-03	2026-04	2026-05
Tchéquie	1,8	1,7	1,2	1	1,5	2,1	1,8
Estonie	4,7	4	3,8	3,2	3,5	3,2	3,6
Lettonie	3,8	3,4	2,9	2,4	3,4	2,9	3,5
Lituanie	3,6	3,2	2,8	3,3	4,4	4,9	5,1
Hongrie	3,7	3,3	2,3	1,6	2,1	2,6	2,3
Pologne	2,6	2,6	2,5	2,5	3,2	3,4	3,3
Slovaquie	3,9	4,1	4,3	4	3,7	4,1	4
Ukraine	9,3	8	7,4	7,6	7,9	8,6	8,2

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



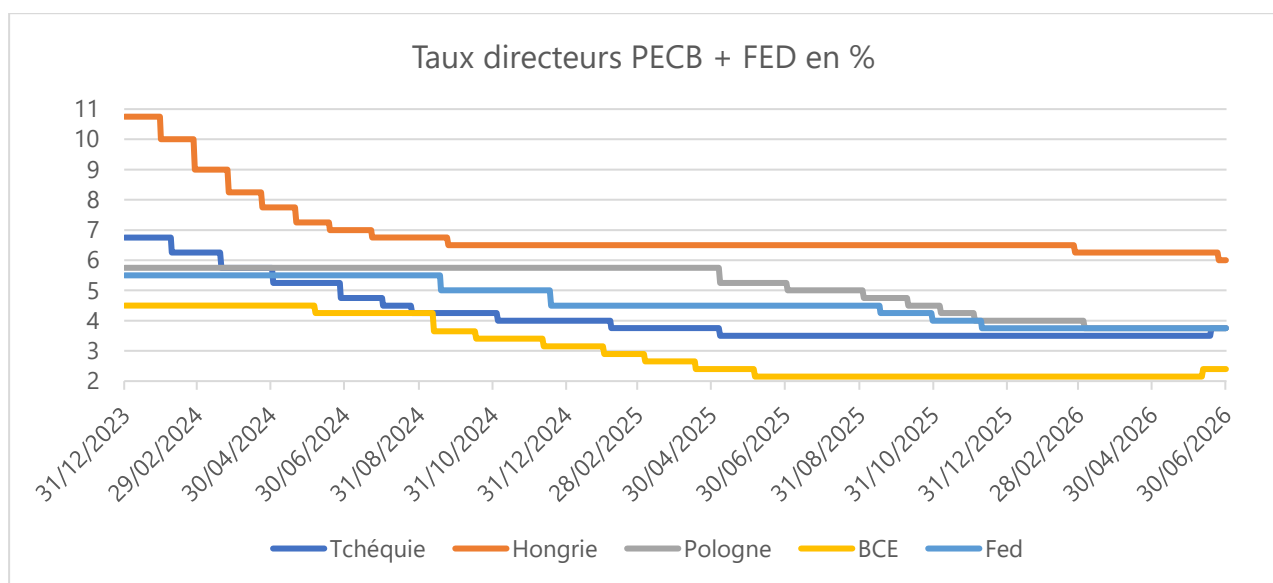
	2025-11	2025-12	2026-01	2026-02	2026-03	2026-04	2026-05
Tchéquie	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9	3,0	2,8
Estonie	5,1	5,4	3,4	3,4	2,8	1,9	2,5
Lettonie	3,0	3,4	3,5	3,4	3,7	2,6	3,4
Lituanie	3,1	3,1	2,5	3,1	3,0	3,3	3,4
Hongrie	5,4	5,5	4,8	4,3	4,0	3,6	3,5
Pologne	2,2	2,2	2,2	2,1	2,3	2,5	2,6
Slovaquie	5,7	5,3	4,2	4,1	3,7	3,7	3,6

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



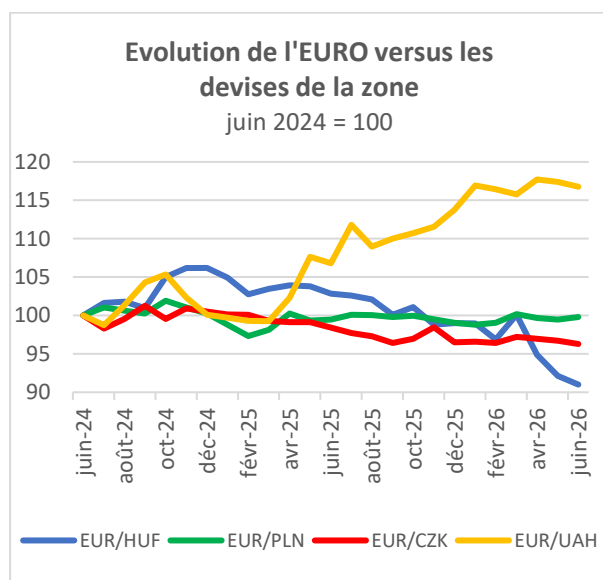
	2025-11	2025-12	2026-01	2026-02	2026-03	2026-04	2026-05
Tchéquie	3,1	3,2	3,2	3,1	3,2	3,1	2,9
Estonie	6,4	6,5	6,3	7	6,3	6,3	6,4
Lettonie	6,9	6,9	6,8	6,7	6,6	6,5	6,5
Lituanie	6,7	6,7	7,1	7,1	7	7,1	7
Hongrie	4,4	4,5	4,5	4,6	4,4	4,6	4,4
Pologne	3,2	3,1	3	3	3	3	3,1
Slovaquie	5,6	5,7	5,7	5,8	5,8	5,8	5,8
Ukraine	14,5	14,7	14,5	14,7	15,5	15,3	13,5

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	2024-12	2025-12	2026-02	2026-03	2026-04	2026-05	2026-06
Tchéquie	4,0	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,75
Hongrie	6,5	6,5	6,25	6,25	6,25	6,25	6
Pologne	6	4	4	3,75	3,75	3,75	3,75
BCE	3,15	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15	2,4
Fed	4,5	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75
Ukraine	13,5	15,5	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Clôture au 29/06/2026	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2025 (%)
EUR/PLN*	4,29	1,41	1,57
EUR/HUF*	354,33	0,18	-8,00
EUR/CZK*	24,26	-0,08	0,10
EUR/USD*	1,14	-2,04	-2,93
EUR/UAH*	51,17	-0,52	2,63
WIG20	3 562,94	-3,36	11,90
BUX	139 081,97	3,32	25,26
PX	2 575,72	1,11	-4,09
PFTS	453	7,54	-1,79
Euro Stoxx 50	6235	3,04	7,56
Spread PL-10**	246	-8,20	6
Spread HU-10**	223	-12,07	-44
Spread CZ-10**	173	-3,51	6
Spread UA-10**	615	-0,39	

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2024	848 491	206 040	320 787	130 208	39 848	40 652	78 996	176 270
2025	918 464	218 451	346 010	136 754	41 621	43 026	84 061	185 584
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2024	3,0	0,6	1,3	1,9	-0,1	0,0	3,0	2,9
2025	3,6	0,4	2,5	0,8	0,6	2,1	2,9	2,0
Populations (milliers)								
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,88	2 885,89	33 343,00
2025	36 497,50	9 539,50	10 909,50	5 419,45	1 370,00	1 860,57	2 890,66	32 860,00
Solde public (% PIB)								
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,2
2025	-7,3	-4,7	-2,1	-4,5	-2	-2,5	-1,8	-23,3
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2024	54,8	73,5	43,3	59,7	23,5	46,2	38	89,7
2025	59,7	74,6	44,3	61,4	24,1	46,9	39,5	108,7
Solde du compte courant (% PIB)								
2024	0,3	1,8	1,7	-4,6	-1,2	-1,5	3,2	-8,0
2025	-0,9	1,7	0,7	-3,6	-0,2	-3,4	0,9	-15,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

L'Europe centrale et balte et le budget de l'Union européenne

Dans le cadre de la préparation du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne (UE) pour la période 2028-2034, les pays d'Europe centrale et balte font partie de l'alliance informelle des « Amis de la Cohésion » et appellent à ce titre au maintien d'une politique européenne de cohésion forte, capable de poursuivre l'objectif de convergence économique et territoriale.

Alors que la préparation du prochain CFP progresse, ce dossier revient sur les grandes dynamiques des relations entre les Etats membres d'Europe centrale et balte et le budget de l'Union européenne depuis leur adhésion.

Depuis leur entrée dans l'UE, l'ensemble des États de la région affichent un solde net positif dans leurs relations budgétaires avec l'Union. Ces excédents demeurent aussi positifs sur la période récente, mais dans des proportions moindres. Rapportés au revenu national brut (RNB), les soldes nets les plus élevés concernent les États baltes ; et en valeur absolue, ce sont les États du groupe de Visegrad qui figurent parmi les principaux bénéficiaires nets cumulés du budget de l'UE.

Conformément au principe de convergence au sein du marché intérieur, et alors qu'ils concentrent un nombre important de régions dont le PIB par habitant demeure inférieur à 75 % de la moyenne européenne, les Etats de la région sont principalement destinataires des fonds européens relevant de la politique de cohésion. Ces financements occupent une place prépondérante dans leur panier de retours du budget de l'UE, supérieure à celle observée dans le reste de l'Union. À l'échelle européenne, les pays d'Europe centrale et balte concentrent ainsi une part significative des crédits de cohésion exécutés. À l'inverse, ils demeurent des bénéficiaires plus limités des crédits relevant de la politique de compétitivité.

Au fil des cadres financiers pluriannuels, et plus particulièrement depuis 2022, les relations budgétaires entre les États d'Europe centrale et balte et l'Union connaissent une phase de rééquilibrage, en cohérence avec la dynamique économique favorable de la région.

Point de méthode :

Tableau de correspondance des rubriques budgétaires des CFP sur la période 2004-2024 :

Nom employé dans l'analyse du dossier pour la période 2004-2024	Nom des rubriques du CFP en vigueur intégrées			
	2004-2006	2007-2013	2014-2020	2021-2024 (CFP 2021-2027)
Politique de compétitivité (dont Horizon Europe)		1.1 Compétitivité pour la croissance et l'emploi	1.1 Compétitivité pour la croissance et l'emploi	1. Marché unique, innovation et numérique
Politique de cohésion	2. Actions structurelles	1.2 Cohésion pour la croissance et l'emploi	1.2 Cohésion économique, sociale et territoriale	2. Cohésion, résilience et valeurs
Ressources naturelles et agriculture (dont PAC)	1. Agriculture	2. Conservation et gestion des ressources naturelles	2. Croissance durable : ressources naturelles	3. Ressources naturelles et environnement
Espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ), citoyenneté, défense		3. Citoyenneté, liberté, sécurité et justice	3. Sécurité et citoyenneté	4. Migration et gestion des frontières 5. Sécurité et défense
Politique extérieure et de voisinage	4. Politiques externes	5. L'UE en tant que partenaire mondial	4. L'Europe dans le monde	6. Voisinage et le monde
Administration	5. Administration	5. Administration	5. Administration	7. Administration publique européenne

Retour : dépenses du budget de l'Union européenne attribuées à un État membre ou exécutées sur son territoire, quel que soit leur mode de gestion.

Solde net : différence entre les retours perçus par un État membre et sa contribution au budget de l'Union européenne, calculée selon la méthode dite « comptable ». Cette mesure ne prend pas en compte les bénéfices économiques indirects liés à l'appartenance à l'Union européenne, tels que ceux découlant de la participation au marché intérieur.

Commentaire : la rubrique budgétaire « Ressources naturelles et environnement » peut être assimilée à la politique agricole commune (PAC), dans la mesure où elle est constituée, sur la période 2021-2024, à 94 % de dépenses relevant de cette politique.

1. Les Etats d'Europe centrale et balte dans le budget de l'Union européenne : retours et soldes nets :

L'ensemble des pays de la région reçoivent une part des dépenses de l'Union européenne supérieure à leur poids économique au sein de l'Union. Cette répartition est cohérente avec les modalités d'allocation des principales politiques budgétaires de l'Union, en particulier la politique de cohésion, qui visent à favoriser la convergence économique entre États membres.

Sur la période 2004-2024, la Pologne, qui représente en moyenne 3,6 % du PIB de l'UE sur la période, a perçu 9,6 % des fonds européens attribués aux États membres (cadres financiers pluriannuels CFP et dépenses au titre du plan NextGenerationEU NGEU), soit un écart de +6,0 points. Cette différence entre le poids économique et la part des financements européens s'observe également dans les autres États de la région : +2,4 points pour la Hongrie (3,3 % des fonds UE pour 1,0 % du PIB), +1,6 point pour la Tchéquie (3,3 % contre 1,5 %), +1,0 point pour la Slovaquie (1,6 % contre 0,6 %), +0,9 point pour la Lituanie (1,2 % contre 0,3 %), +0,6 point pour la Lettonie (0,7 % contre 0,2 %) et +0,4 point pour l'Estonie (0,6 % contre 0,2 %).

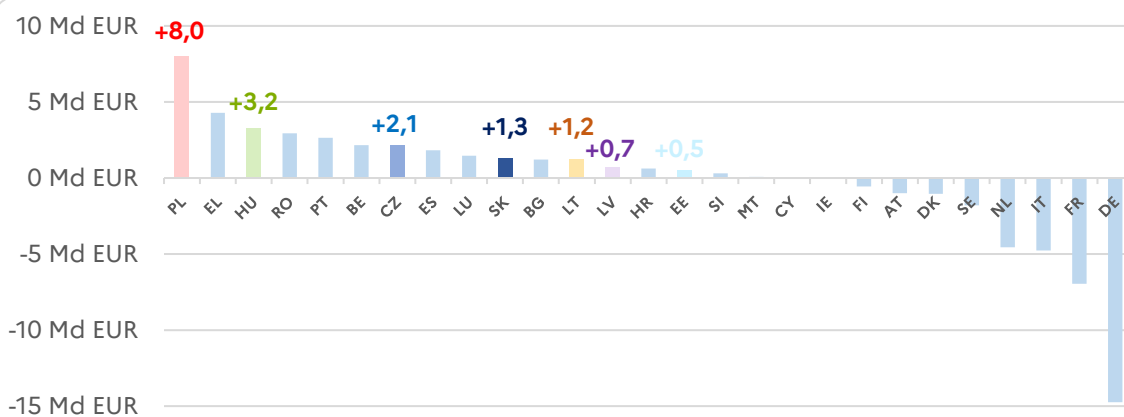
Dans cette section, les crédits issus de l'instrument NGEU ne sont pas pris en compte dans les soldes nets sauf indication contraire.

Depuis leur adhésion à l'UE, les pays de la zone présentent également un solde net positif dans leurs relations budgétaires avec l'Union.

En valeur absolue, les pays du groupe de Visegrad figurent parmi les principaux bénéficiaires du budget de l'Union sur la période 2004-2024 - cf. Graphique 1 :

- La Pologne est le 1^{er} bénéficiaire net cumulé de l'UE, avec un solde positif de +168 Mds EUR (91 Mds EUR de contributions et 259 Mds EUR de retours) soit un excédent moyen de +8,0 Mds EUR par an ;
- La Hongrie est le 3^e bénéficiaire net cumulé, avec un solde de +68 Mds EUR (24 Mds EUR de contributions et 92 Mds EUR de retours), soit +3,2 Mds EUR en moyenne par an, le plaçant derrière la Grèce et devant la Roumanie ;
- La Tchéquie occupe la 7^e position, avec un solde net de +45 Mds EUR (36 Mds EUR de contributions et 80 Mds EUR de retours), soit +2,1 Mds EUR en moyenne par an ;
- La Slovaquie se classe au 10^e rang des bénéficiaires nets avec un solde positif de +26 Mds EUR (15 Mds EUR de contributions et 42 Mds EUR de retours), soit +1,3 Md EUR en moyenne par an ;
- Les États baltes enregistrent des montants plus limités, en cohérence avec la taille de leurs économies :
 - La Lituanie se situe au 12^e rang, avec un solde net de 25 Mds EUR (8 Mds EUR de contributions et 33 Mds EUR de retours) : soit en moyenne +1,2 Mds EUR / an ;
 - La Lettonie suit en 13^e position, avec un solde net de 15 Mds EUR (5 Mds EUR de contributions et 20 Mds EUR de retours) : soit en moyenne +700 M EUR / an ;
 - Enfin l'Estonie est 15^e, avec un solde net de 11 Mds EUR (4 Mds EUR de contributions et 15 Mds EUR de retours) : soit en moyenne +500 M EUR / an.

Graphique 1 : Solde net comptable annuel moyen des Etats membres au titre du budget de l'UE sur la période 2004-2024 (valeur)



Source : Commission européenne, Dépenses et recettes de l'UE, Données 2000-2024

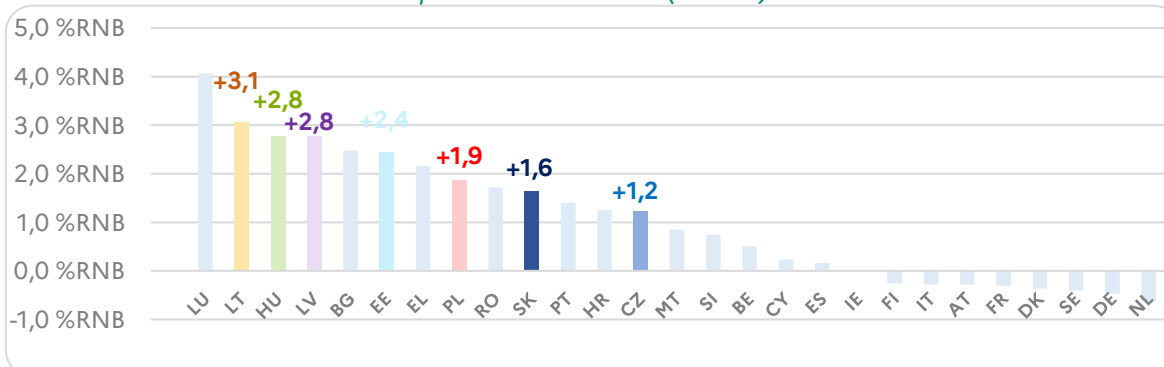
Pour information :

En intégrant les financements de NextGenerationEU, les montants cumulés des fonds européens perçus entre 2004 et 2024 atteignent 268 Mds EUR pour la Pologne, 94 Mds EUR pour la Hongrie, 86 Mds EUR pour la Tchéquie, 46 Mds EUR pour la Slovaquie, 35 Mds EUR pour la Lituanie, 21 Mds EUR pour la Lettonie et 16 Mds EUR pour l'Estonie.

Rapportés au revenu national brut (RNB), les soldes nets apparaissent relativement plus élevés dans les Etats baltes - cf. Graphique 2 :

- La Lituanie présente le 2^e solde net le plus élevé de l'Union, avec un excédent équivalant à 3,1 % de son RNB sur la période 2004-2024 ;
- La Hongrie conserve son 3^e rang, avec un solde de 2,8 % du RNB ;
- La Lettonie devient le 4^e bénéficiaire de l'UE en termes relatifs, avec un solde également de 2,8 % du RNB ;
- Juste derrière, l'Estonie occupe le 5^e rang, avec un solde de 2,4 % du RNB ;
- Les autres pays présentent des soldes nets rapportés au RNB plus modérés :
 - La Pologne se classe au 8^e rang des bénéficiaires de l'Union, avec un solde représentant 1,9 % de son RNB ;
 - La Slovaquie occupe le 10^e rang, avec 1,6 % du RNB ;
 - La Tchéquie se situe au 13^e rang, avec 1,2 % du RNB.

Graphique 2 : Solde net comptable annuel moyen des EM au titre du budget de l'UE sur la période 2004-2024 (% RNB)

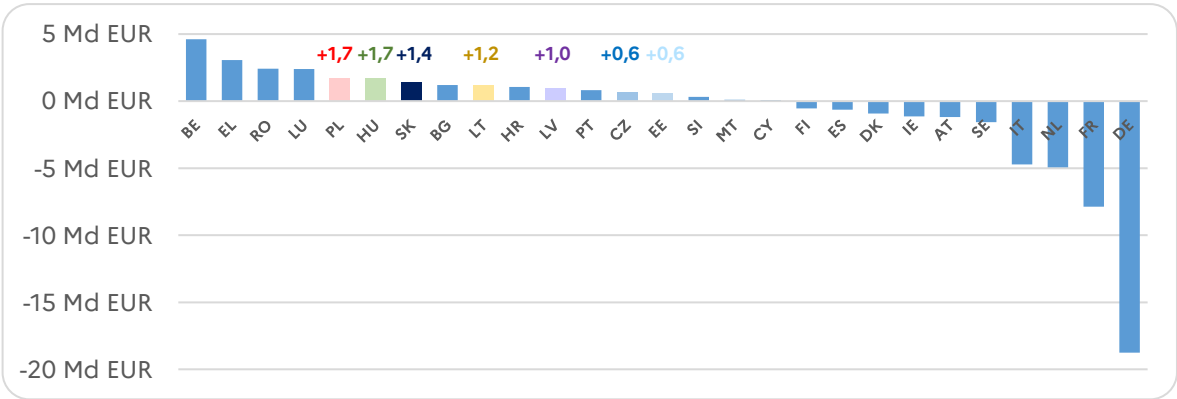


Source : Commission européenne

Au fil des cadres financiers pluriannuels, les soldes nets des pays de la région évoluent progressivement, avec un rapprochement de leur niveau relatif vers celui observé dans d'autres États membres.

Cette évolution est visible en premier lieu dans les soldes nets annuels des États. Compte tenu de la progression des fondamentaux économiques de plusieurs États membres, les résultats cumulés sur la période 2004-2024 ne reflètent plus pleinement leur positionnement récent - cf. Graphique 3.

Graphique 3 : Solde net comptable des EM au titre du budget de l'UE en 2024 (valeur)

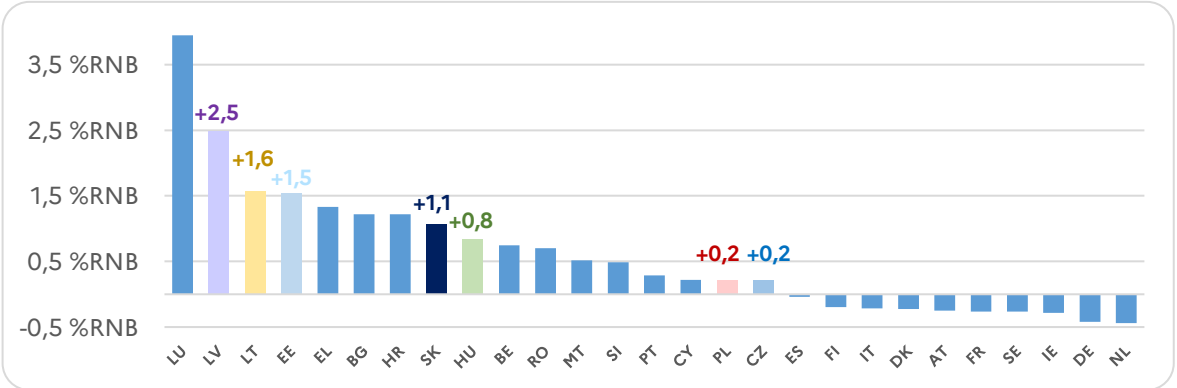


Source : Commission européenne

En 2024, les soldes nets de la Pologne et de la Hongrie sont ainsi inférieurs à leur moyenne annuelle observée sur l'ensemble de la période 2004-2024 : le solde net de la Pologne représente moins d'un quart de sa moyenne de long terme et celui de la Hongrie près de la moitié. Si cette réduction s'observe dans l'ensemble des États de la région, elle est particulièrement marquée en Pologne, où le solde net annuel est passé d'une moyenne de 8,0 Mds EUR sur la période 2004-2024 à 1,7 Mds EUR lors de l'exercice 2024.

Cette évolution apparaît également lorsque les soldes nets sont rapportés au revenu national brut (RNB) - cf. Graphique 4. En 2024, la Pologne et la Tchéquie présentent chacune un solde net représentant environ 0,2 % de leur RNB. Elles figurent ainsi parmi les États membres dont la position budgétaire vis-à-vis du budget de l'Union est la plus proche de l'équilibre.

Graphique 4 : Solde net comptable des EM au titre du budget de l'UE en 2024 (en % RNB)



Source : Commission européenne

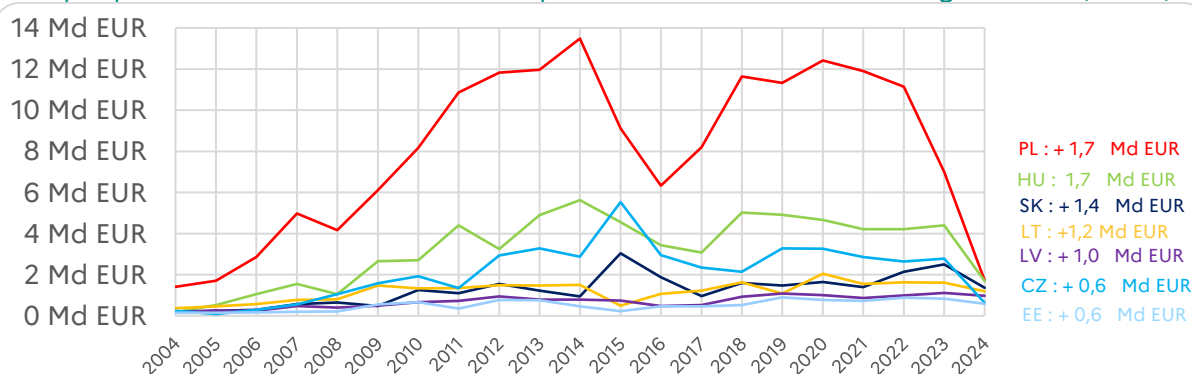
Cette tendance s'explique notamment le fait que les financements européens alloués aux Etats de la région ont progressé moins rapidement que l'ensemble des dépenses du budget de l'Union. La position budgétaire relative de ces Etats se rapproche donc progressivement de celle des autres Etats membres :

Entre le CFP 2007-2013 et le CFP 2014-2020, les dépenses annuelles moyennes de l'Union ont progressé de +12 % en valeur. Sur cette période, les financements européens annuels moyens perçus par les États de la région ont augmenté à un rythme plus soutenu, à l'exception de la Lituanie (+10 %) : +52 % pour la Tchéquie, +48 % pour la Slovaquie, +46 % pour la Hongrie, +26 % pour la Pologne, +24 % pour la Lettonie et +16 % pour l'Estonie ;

Entre le CFP 2014-2020 et le début du CFP 2021-2027 (jusqu'en 2024), la dynamique s'est inversée. Alors que les dépenses annuelles moyennes de l'Union ont augmenté de 59 %, notamment sous l'effet des financements liés à *NextGenerationEU*, la progression des financements européens perçus par plusieurs Etats de la région a été plus modérée : +4 % pour la Hongrie, soit un écart de -55 points par rapport à la dynamique d'ensemble de l'Union ; +16 % pour la Pologne (-42 points) ; +27 % pour la Tchéquie (-32) ; +45 % pour la Lituanie (-14) et +53 % pour la Lettonie (-6). Seules l'Estonie (+72 %) et la Slovaquie (+61 %) ont enregistré une progression supérieure à celle de l'ensemble du budget de l'Union sur cette période.

Dans ce contexte, les soldes nets des États concernés diminuent depuis 2022, en valeur - cf. Graphique 5, comme rapportés au RNB - cf. Graphique 6.

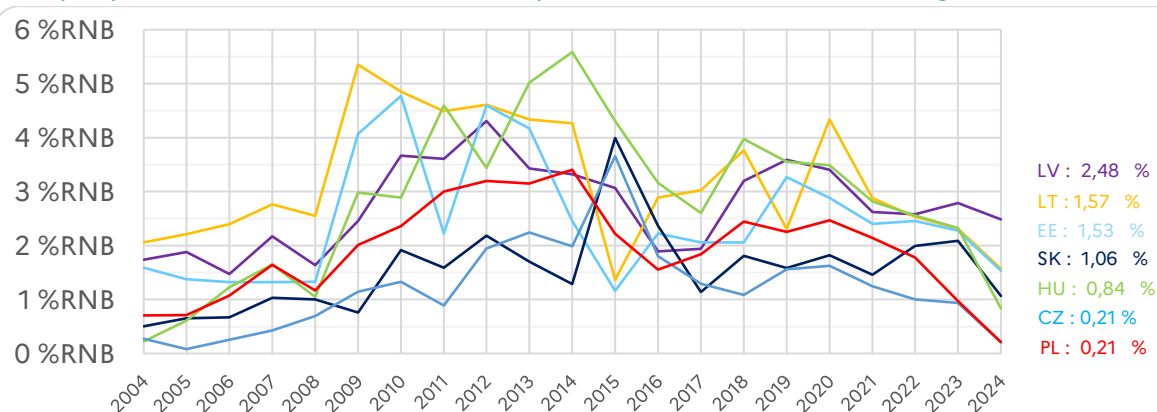
Graphique 5 : Evolution du solde net comptable des PECB au titre du budget de l'UE (valeur)



Source : Commission européenne

Le niveau maximal des soldes nets en valeur a été atteint plus tôt dans les pays du groupe de Visegrad que dans les États baltes. Il intervient en 2014 pour la Pologne et la Hongrie, en 2015 pour la Tchéquie et la Slovaquie, en 2019 pour l'Estonie, en 2020 pour la Lituanie et en 2023 pour la Lettonie.

Graphique 6 : Evolution du solde net comptable des PECB au titre du budget de l'UE (% RNB)



Source : Commission européenne

Lorsque les soldes nets sont rapportés au RNB, les écarts entre les deux sous-régions apparaissent toutefois moins marqués. Le niveau maximal est alors atteint en 2009 pour la Lituanie, en 2010 pour l'Estonie et en 2012 pour la Lettonie, contre 2014 pour la Pologne et la Hongrie et 2015 pour la Slovaquie et la Tchéquie.

Cette évolution s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs, parmi lesquels les rythmes de décaissement effectif des crédits européens, en particulier ceux de la politique de cohésion (développés dans la [partie 2](#)), ainsi que le poids important de ces financements dans la structure des retours européens perçus par les États concernés.

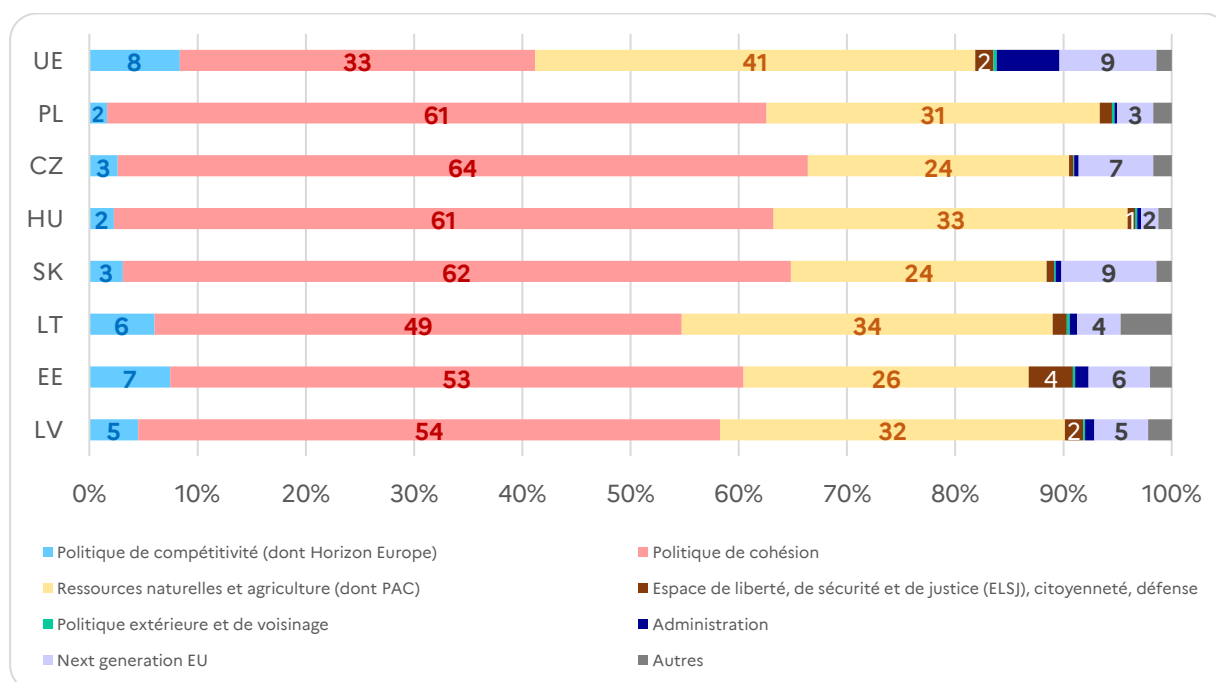
2. Structure des financements européens perçus par les Etats d'Europe centrale et balte :

2.1. La politique de cohésion, premier vecteur des financements européens vers la région

Au sein de l'UE, les Etats d'Europe centrale et balte se distinguent par le poids important de la politique de cohésion¹ dans les financements européens qu'ils perçoivent.

Alors que cette politique représente 33 % des crédits européens dépensés au bénéfice des Etats membres sur la période 2004-2024 (921 Mds EUR sur 2 806 Mds EUR), ils représentent 64 % des financements européens reçus par la Tchéquie sur la période (51 Mds EUR sur 94 Mds EUR), soit un écart de +31 points par rapport à la moyenne européenne, 62 % de ceux perçus par la Slovaquie (28 Mds EUR sur 46 Mds EUR, +29 points) et 61 % de ceux perçus par la Pologne (163 Mds EUR sur 268 Mds EUR, +28 points) - cf. [Graphique 7](#). Cette caractéristique, bien que moins marquée, se retrouve également dans les États baltes.

Graphique 7 : Structure des dépenses de l'UE pour les Etats membres et structure des retours budgétaires des pays d'Europe centrale et balte, 2004-2024 (% des dépenses / bénéfices totaux)



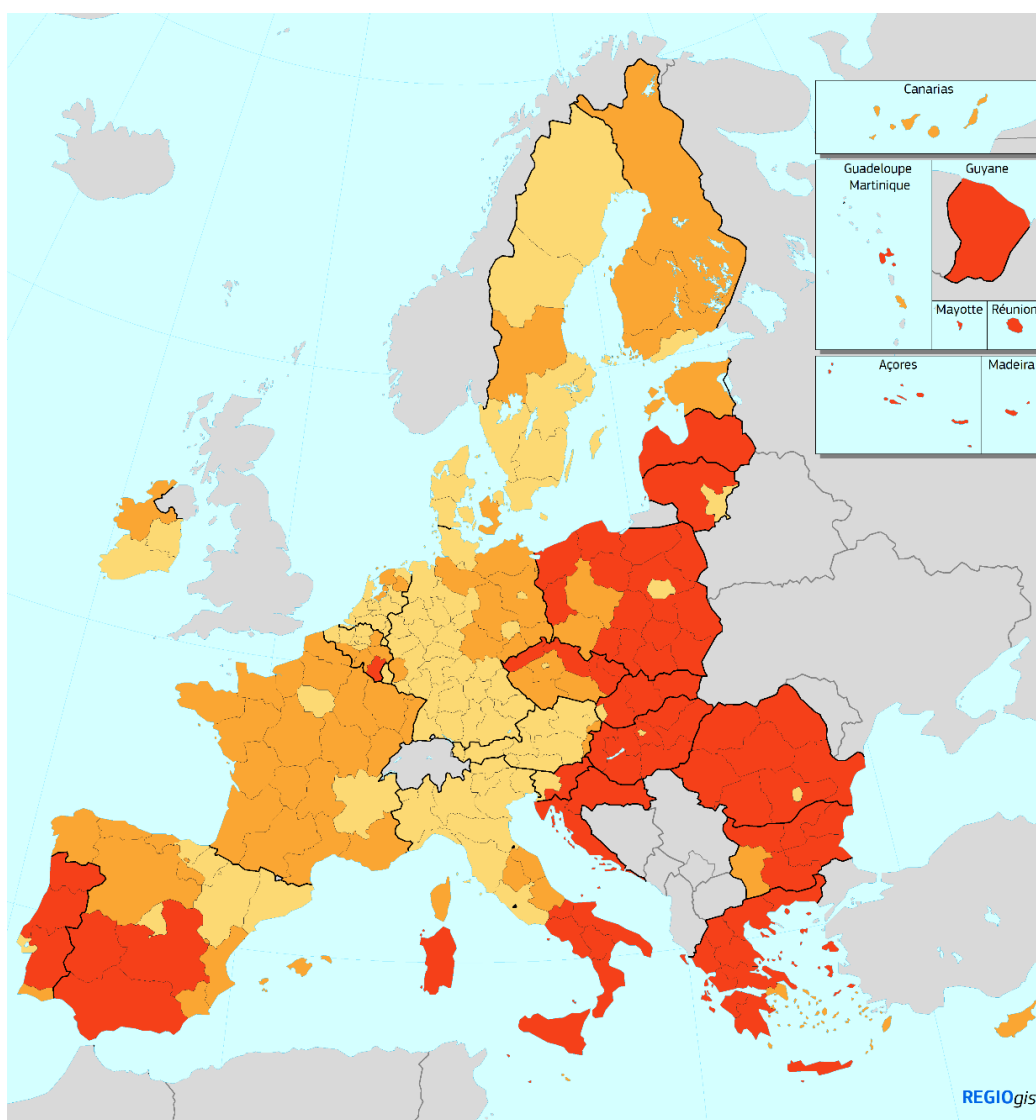
Source : Source : Commission, Dépenses et recettes de l'UE, Données 2000-2024

¹ La notion de « politique de cohésion » employée dans le dossier renvoie à la rubrique « 2. Cohésion, résilience et valeurs » du CFP 2021-2027 en cours, à la rubrique « 1.2. Cohésion économique, sociale et territoriale » du CFP 2014-2020, à la rubrique « 1.2. Cohésion pour soutenir la croissance et l'emploi » dans le CFP 2007-2013, et à la rubrique « 2. Actions structurelles » avant cela – cf. [le point de méthode](#).

Au total, les sept Etats observés (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, Lituanie, Estonie, Lettonie) ont concentré 37 % des crédits dépensés au titre de la politique de cohésion dans les Etats membres de l'UE sur la période 2004-2024. La Pologne représente à elle seule 17,8 % des crédits de cohésion, pour un poids de 3,6 % dans le PIB agrégé de l'Union. La Hongrie et la Tchéquie représentent également une part significative des crédits de cohésion, avec respectivement 6,2 % et 6,0 % du total, pour un poids économique de 1,0 % et 1,5 % du PIB de l'Union.

Cette concentration des financements de cohésion s'explique par la présence importante, dans cette zone géographique, de régions dont le niveau de développement est inférieur à la moyenne européenne - cf. Graphique 8.

Graphique 8 : Eligibilité des régions de l'UE aux financements de la politique de cohésion selon leur niveau de développement économique (en % de la moyenne du PIB par habitant de l'UE)



Investment for jobs and growth goal (ERDF and ESF+) eligibility, 2021-2027

Categories of regions

- Less developed regions (GDP/head (PPS) less than 75% of the EU-27 average)
- Transition regions (GDP/head (PPS) between 75% and 100% of the EU-27 average)
- More developed regions (GDP/head (PPS) above 100% of the EU-27 average)

Source : Commission européenne, éligibilité aux objectifs d'investissement pour l'emploi et la croissance (FEDER et FSE) pour 2021-2027

Cette structure des financements s'observe toujours à l'échelle du dernier CFP : entre 2021 et 2024, les dépenses réalisées au titre de la politique de cohésion représentent 37 % de l'ensemble des crédits européens dépensés dans l'UE contre 76 % des financements européens exécutés en Slovaquie (+39 points par rapport à la moyenne européenne), 71 % en Tchéquie (+34 points), 62 % en Pologne (+25 points) et 61 % en Hongrie (+24 points). Le poids de la cohésion se retrouve également dans les États baltes, mais dans une moindre mesure : 54 % en Lettonie (+17 points), 52 % en Estonie (+15 points) et 47 % en Lituanie (+10 points).

En termes d'exécution des crédits de la politique de cohésion, la situation des États d'Europe centrale et balte apparaît plus contrastée. La Pologne, la Slovaquie et la Lettonie présentent, à ce stade du CFP 2021-2027, des taux d'exécution inférieurs à la moyenne de l'UE :

- Au 31 mars 2026 (dernière date de consolidation des données), le taux d'exécution s'établit à 19,7 % à l'échelle de l'Union, contre 16,5 % en Pologne. Ce niveau place le pays au 6^e rang des États membres présentant le taux d'exécution le plus faible, derrière l'Espagne (12,1 %), la Bulgarie (12,3 %), la Slovénie (13,0 %), l'Italie (15,2 %), l'Autriche (15,4 %) et le Portugal (16,2 %). Cette situation revêt toutefois une importance particulière à l'échelle de l'Union en raison du volume des crédits de cohésion alloués à la Pologne. Sur l'ensemble du CFP 2021-2027, elle devrait bénéficier de 90 Mds EUR de crédits de cohésion, soit 17,6 % de l'enveloppe totale (512 Mds EUR), ce qui en fait le premier bénéficiaire en valeur, devant l'Italie (73 Mds EUR) et l'Espagne (50,4 Mds EUR).
- La Slovaquie (17,2 % de crédits exécutés, soit 2,5 points en deçà de la moyenne de l'Union) et la Lettonie (18,5 %, soit 1,2 point en deçà) présentent également des taux d'exécution inférieurs à la moyenne. L'incidence de ces écarts sur l'exécution globale des crédits de cohésion demeure toutefois plus limitée, compte tenu des montants qui leur sont alloués : 16 Mds EUR pour la Slovaquie, 11^e bénéficiaire de la politique de cohésion sur le CFP 2021-2027, et 5 Mds EUR pour la Lettonie, 15^e bénéficiaire.

Les rythmes d'exécution apparaissent par ailleurs plus hétérogènes entre les États de la région dans le cadre du CFP 2021-2027 qu'ils ne l'étaient au cours du CFP précédent - cf. Tableau 1.

Tableau 1 : Taux de dépense des crédits de la politique de cohésion

Tels que prévus pour le CFP et mesurés à un an de l'échéance du CFP (%)			
	CFP 2014-2020	CFP 2021-2027	Ecart entre les deux CFP
Moyenne UE	37,4	19,7	-17,7
Pologne (PL)	41,3	16,5	-24,8
Slovaquie (SK)	30,3	17,2	-13,1
Lettonie (LV)	38,5	18,5	-20
Lituanie (LT)	45,3	22,5	-22,8
Hongrie (HU)	40,4	22,6	-17,8
Tchéquie (CZ)	37,3	31,2	-6,1
Estonie (EE)	46,9	35,1	-11,8

Source : Commission européenne

2.2. Les autres rubriques du budget de l'Union européenne

Si les sept États étudiés ont concentré 37 % des crédits de la politique de cohésion exécutés dans l'Union sur la période 2004-2024, leur part est sensiblement plus limitée dans les autres politiques de dépenses. Ils ont ainsi perçu 6 % des crédits relevant de la politique de compétitivité (dont Horizon Europe) et 15 % des dépenses relevant la politique environnementale et des ressources naturelles (dont la PAC).

Ainsi, les transferts au titre de la politique de compétitivité et des politiques environnementales et agricoles de l'UE représentent une moindre part dans le panier de retours des Etats de la région par rapport à la moyenne de l'Union. Les États baltes se distinguent toutefois par une part des financements relevant de la politique de compétitivité plus proche de la moyenne européenne, atteignant 7,5 % des financements européens perçus en Estonie et 6,0 % en Lituanie.

Au-delà de ces tendances d'ensemble, certains États de la région se distinguent dans des politiques spécifiques de l'Union - cf. Tableau 2. Sur la période 2021-2024 du CFP en cours (données d'exécution budgétaire disponibles au 1^{er} juillet 2026) :

- Au titre de la rubrique « Ressources naturelles et environnement », qui comprend principalement les dépenses de la PAC, la Pologne est le 5^e bénéficiaire de l'Union, avec près de 9 % des crédits totaux exécutés, tandis que la Hongrie occupe le 8^e rang avec 3,5 % ;
- Aucun des États étudiés ne figure parmi les principaux bénéficiaires des crédits de la rubrique « Compétitivité », qui regroupe notamment les programmes de recherche et d'innovation tels qu'Horizon Europe. En dépit de leur statut de grandes économies industrielles, la Slovaquie (25^e, avec 0,3 % des crédits exécutés) et la Hongrie (23^e, avec 0,5 %) figurent parmi les États membres recevant les parts les plus limitées de cette rubrique ;
- S'agissant de la rubrique « Sécurité et défense », la Lituanie est le 5^e bénéficiaire de l'Union, avec plus de 8 % des crédits exécutés sur la période 2021-2024 ;
- La Lettonie se distingue également en occupant le 2^e rang des bénéficiaires des rubriques « Voisinage et le monde » et « Administration publique européenne ».

Tableau 2 : Part des Etats d'Europe centrale et balte dans l'exécution des crédits du CFP en cours (période 2021-2024)

	1. Marché unique, innovation et numérique			2. Cohésion, résilience et valeurs			3. Ressources naturelles et environnement			4. Migration et gestion des frontières		
	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)
PL	1 681	10	2,5	36 772	1	17,5	19 424	5	8,7	1 365	2	12,8
CZ	715	16	1,1	13 710	5	6,5	4 623	13	2,1	74	23	0,7
HU	328	23	0,5	13 428	6	6,4	7 820	8	3,5	94	21	0,9
SK	210	25	0,3	8 875	10	4,2	2 307	21	1,0	51	26	0,5
LT	432	20	0,6	4 058	15	1,9	3 215	19	1,4	348	9	3,3
EE	510	18	0,8	2 300	17	1,1	1 223	23	0,6	218	12	2,1
LV	409	21	0,6	2 953	16	1,4	1 862	22	0,8	91	22	0,9

	5. Sécurité et défense			6. Voisinage et le monde			7. Administration publique européenne		
	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)	Valeur (M EUR)	Rang UE27	Part du total UE27 (%)
PL	199	8	4,0	83	13	4,6	156	18	0,7
CZ	65	19	1,3	52	16	2,9	71	22	0,3
HU	68	18	1,4	36	18	2,0	53	26	0,3
SK	95	14	1,9	10	26	0,5	66	25	0,3
LT	413	5	8,2	20	24	1,1	71	23	0,3
EE	94	15	1,9	11	25	0,6	49	27	0,2
LV	75	17	1,5	606	2	33,8	6 099	2	29,1

Source : Commission européenne

2.3. La facilité pour la reprise et la résilience / NextGenerationEU

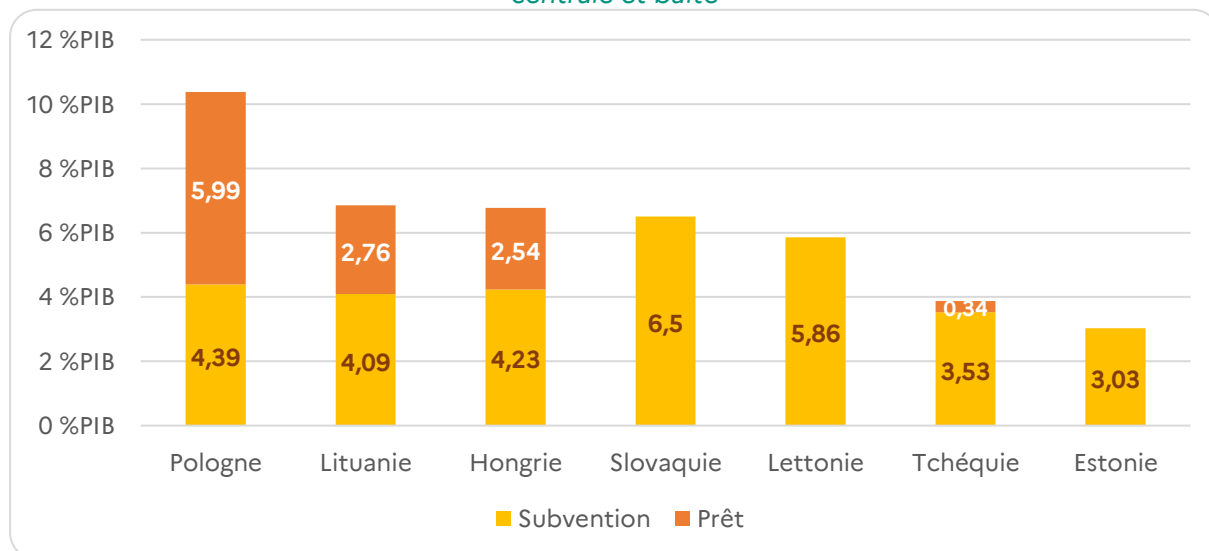
Au-delà des crédits du budget européen stricto sensu, les États membres bénéficient également, depuis 2021, des financements exceptionnels du plan de relance *NextGenerationEU* ou *NGEU*. Mis en place en réponse à la crise sanitaire, cet instrument temporaire est financé par un emprunt commun de l'Union européenne et vient compléter le cadre financier pluriannuel.

Son principal volet est la *Facilité pour la reprise et la résilience* ou FRR, qui concentre l'essentiel des crédits du plan et finance les réformes et investissements inscrits dans les plans nationaux pour la reprise et la résilience.

Le recours à la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) diffère sensiblement entre les États d'Europe centrale et balte - Graphique 8. Parmi les États étudiés, la **Pologne bénéficie de l'enveloppe la plus importante rapportée à son PIB de 2021**, avec un montant total de 59,8 Mds EUR, soit 10,4 % de son PIB, principalement en raison du recours aux prêts (34,5 Mds EUR, soit 6,0 % du PIB). **S'agissant des seules subventions, la Slovaquie (6,5 % du PIB de 2021) et la Lettonie (5,9 %) disposent des enveloppes les plus importantes rapportées à leur PIB.**

A noter que la Slovaquie, la Lettonie et l'Estonie n'ont pas mobilisé la composante « prêts » de la FRR et bénéficient exclusivement de subventions.

Graphique 8 : Prêts et subventions de la FRR rapportés aux PIB de 2021 des États d'Europe centrale et balte

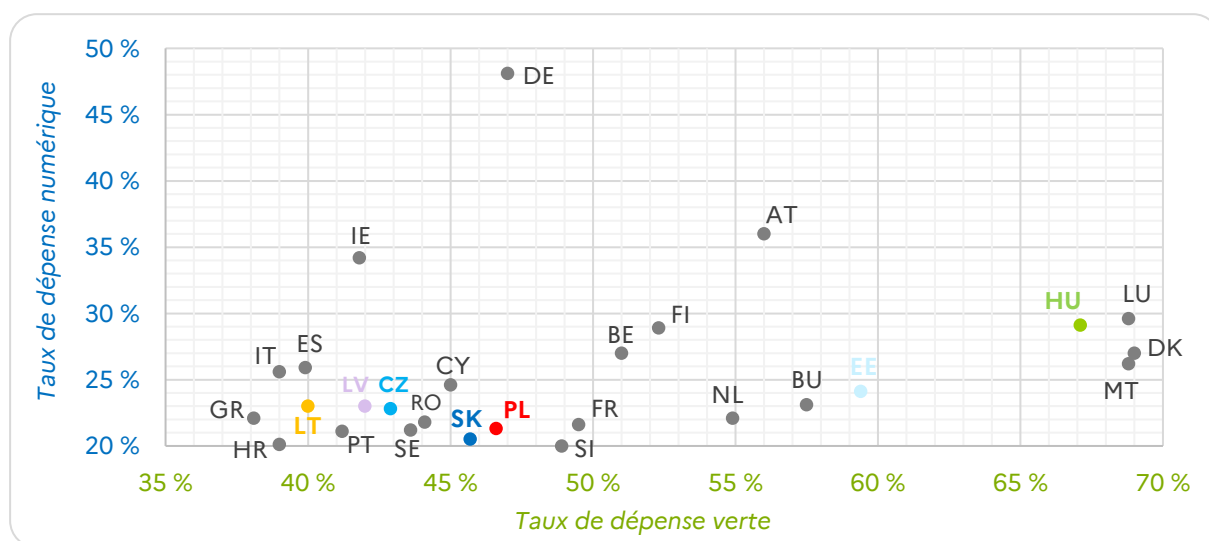


Source : Décisions du Conseil de l'UE via NGEU Tracker

L'analyse de la répartition des financements par objectif fait apparaître plusieurs spécificités nationales. La Hongrie consacre la part la plus élevée de son plan aux transitions écologique et numérique parmi les États de la région : 67 % des financements sont affectés à la transition écologique, ce qui la place au 4^e rang des États membres, et 29 % à la transition numérique, soit le 5^e rang. Cette singularité doit être replacée dans le contexte qui prévalait au 1^{er} juillet 2026, marqué par la révision du plan hongrois à la suite du changement de gouvernement afin d'en accélérer la mise en œuvre - sans que l'incertitude sur la capacité administrative à verser et absorber effectivement les crédits avant l'échéance de la fin d'année ne soit dissipée.

La Pologne présente également une orientation importante vers la transition écologique. En valeur absolue, elle concentre à elle seule 9,8 % de l'ensemble des financements de la FRR consacrés à la transition écologique dans l'Union (25,5 Mds EUR sur 262 Mds EUR), ce qui en fait le 3^e État membre derrière l'Italie et l'Espagne - *Graphique 9*.

Graphique 9 : Dépenses prévues par la FRR en faveur des transitions numérique et écologique



Source : Décisions du Conseil de l'UE via NGEU Tracker

L'état d'avancement des décaissements du plan NGUE demeure en revanche contrasté entre les États de la région - *Tableau 3*.

- À l'approche de l'échéance de la FRR (septembre 2026 pour le dépôt des demandes de paiement et décembre 2026 pour les versements), la Hongrie présente le taux de versement des subventions le plus faible de l'Union, avec 2 % au 1^{er} juillet 2026, à la suite de la validation tardive d'une partie des jalons de son plan.
- En Pologne, le taux de versement atteint 57 % au 1^{er} juillet 2026. Si ce niveau est sensiblement supérieur à celui observé en Hongrie, une part importante des subventions demeure encore à verser, soit environ 18 Mds EUR.

Tableau 3 : Etat des versements de la FRR aux Etats d'Europe centrale et balte

	FRR - Subventions			FRR - Prêts		
	Prévu	Versé	Taux de versement	Prévu	Versé	Taux de versement
	Md EUR	Md EUR	%	Md EUR	Md EUR	%
SK	6,4	5,2	81,3			
CZ	8,4	6,5	77,8	0,8	0,2	28,4
LT	2,3	1,7	75,2	1,6	1,1	72,1
LV	2,0	1,5	74,4			
EE	1,0	0,6	65,8			
PL	25,3	14,4	57,1	34,5	19,7	57,1
HU	6,5	0,1	2,2	3,9	0,8	19,9

Source : Décisions du Conseil de l'UE via NGEU Tracker

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr